PRESSE - COMMUNICATION - MARDI 15 JUIN 2010

DISCOURS DE JEAN-CLAUDE MAILLY EN FIN DE MANIFESTATION LE MARDI 15 JUIN 2010

Nous sommes aujourd'hui plus de 70.000 à manifester à Paris et à avoir répondu à l'appel lancé par Force Ouvrière à cette manifestation et à 24 heures de grève interprofessionnelle.

Nous avons même mobilisé au-delà de nos rangs, ce qui montre que sur des bases claires, une unité d'action est possible. Je salue ici tous les militants Force Ouvrière, je salue aussi la présence de militants d'autres organisations et la solidarité de nos camarades belges.

Demain, le gouvernement va sortir son projet de loi sur les retraites. Mais cela fait quelques semaines qu'il multiplie les annonces.

Le gouvernement fonctionne comme une distillerie: il fait s'écouler les annonces au fil des jours, mais on verra qui, à terme, se réveillera avec la gueule de bois.

Nous savons d'ores et déjà que ce projet sera injuste et inacceptable socialement, dangereux et inefficace économiquement.

Il se situe dans la droite ligne des plans de rigueur ou d'austérité mis en place un peu partout en Europe. Il s'agit de faire payer aux travailleurs, du public et du privé, la réduction des dettes publiques et sociales qui ont explosé pour venir en aide aux banques, aux institutions financières et faire des plans de soutien. Pour les populations, c'est la triple peine.

Les travailleurs sont déjà victimes d'un système capitaliste qui a fait exploser les inégalités. Ils payent ensuite lourdement l'arrivée de la crise dans leurs emplois et leurs salaires. Ils risquent enfin de payer, à travers la remise en cause de leurs droits sociaux et des services publics, la soi-disant sortie de crise.

Cela fait plusieurs semaines que nous expliquons que les retraites, c'est la mère des revendications. Tout simplement parce que le gouvernement en a fait la mère des contre-réformes. Prévu initialement en 2012, le dossier est mis sur la table dès 2010 pour donner des gages et satisfactions aux intervenants financiers et à leurs satellites, les agences de notation.

Aujourd'hui, pour Force Ouvrière, l'urgence ce n'est pas les retraites, l'urgence c'est l'emploi, la politique industrielle, le pouvoir d'achat, la consommation et la croissance, la réforme fiscale et les services publics.

Mes chers camarades, le gouvernement est plus attentif à l'évolution des taux d'intérêt qu'à celle du chômage. Il préfère prendre le risque de la récession plutôt que d'affronter les spéculateurs. Il préfère accepter un durcissement du pacte de stabilité et de croissance européen que d'exiger une Europe de progrès social et de croissance économique.

Ce que l’on constate, en France comme ailleurs, c’est qu’au-delà des discours, les gouvernements suivent les marchés, n’arrivent pas à les réglementer. Ce que l’on constate, c’est que la politique se fait à la corbeille et que, fondamentalement, la démocratie est victime du système financier.

De porteurs de projets à long terme, les gouvernements sont devenus exécutants, à court terme, des donneurs d’ordres financiers. Pour nous, il y a un lien entre la politique économique et sociale et le dossier retraites. C’est parce que le gouvernement met en place l’austérité, qu’il remet en cause les retraites. En France comme ailleurs, la rigueur c’est l’austérité pour la grande masse de la population et la préservation de l’opulence pour les riches.

C’est pourquoi, depuis le début, Force Ouvrière a clairement affiché ce que nous ne voulions pas et ce que nous voulions.

Mes chers camarades, je le confirme aujourd’hui:

Nous disons non, non à tout report au-delà de 60 ans du droit à la retraite.

Nous disons non, non à tout nouvel allongement de la durée de cotisation. Il faut dire clairement les choses. Accepter tout allongement de la durée de cotisation, c’est renoncer au droit à la retraite à 60 ans. Les deux vont de pair. C’est pareil pour le gouvernement quand il dit vouloir préserver le pouvoir d’achat sans augmenter les salaires et en accroissant les retenues salariales.

Nous disons non, non à une remise en cause du code des pensions civiles et militaires. Accepter de fusionner public et privé, c’est renoncer à la fonction publique républicaine, c’est soutenir la révision générale des politiques publiques.

Le seul problème sur les retraites est un problème financier. Alors, il faut le régler par des mesures de financement et des ressources nouvelles.

Et c’est ce que nous demandons à travers, par exemple, une augmentation de la CSG à condition que celle-ci pèse plus sur les revenus du capital et les revenus financiers, une assiette de cotisations sociales intégrant la valeur ajoutée, une taxation plus forte des dividendes, le paiement à taux normal des impôts sur les bénéfices, une contribution plus forte sur l’intéressement et la participation, une taxation accrue des stocks options, une remise en cause du bouclier fiscal et de la loi TEPA, la suppression de niches fiscales concernant les plus aisés. Plus de salaires et plus d’emplois, c’est aussi plus de recettes.

Le gouvernement a réussi à dégager des milliards pour la taxe professionnelle ou la baisse de la TVA sur la restauration et il n’en trouverait pas pour financer les retraites!
Cherchez l’erreur.

Nous demandons aussi que les mesures de solidarité nationale (ex: compensation des régimes de non salariés) soient assumées par la solidarité nationale, non par les seuls salariés. Cela représente 4,4 milliards d’euros par an.

Tout cela nécessite une grande réforme fiscale d’autant plus nécessaire et indispensable que la

crise se traduit par une explosion des inégalités, une pauvreté croissante chez les actifs et les inactifs, une pression accrue sur les classes moyennes.

La fiscalité n'est pas, comme le fait le gouvernement, prioritairement à destination des entreprises et de la compétitivité. Elle doit avant tout, dans la république sociale, être un outil de redistribution, de réduction des inégalités et de financement des services publics. Or, il faut savoir que les actionnaires vont percevoir cette année autant qu'en 2007, avant la crise. Or, il faut savoir que les entreprises cotées en bourse payent, aujourd'hui, autant de dividendes que d'impôts et de cotisations, c'est une première.

Mes chers camarades,

Alors que l'espérance de vie en bonne santé est de 63 ans pour les hommes et de 64 ans pour les femmes,

Alors que nombre de seniors sont au chômage ou en inaptitude,

Alors que les jeunes sont au chômage ou en situation de précarité croissante,

Alors que le recul de l'âge de la retraite réduit l'espérance de vie,

Alors qu'aujourd'hui 65% des salariés peuvent partir à 60 ans,

Alors que de nombreuses femmes, pour ne pas avoir de décote, sont déjà obligées d'attendre 65 ans,

Reculer les âges de 60 ans et de 65 ans, comme le veut le gouvernement et le MEDEF, et/ou allonger la durée de cotisation, relève de la provocation sociale.

Par exemple, reculer à partir de 2011 d'un trimestre par an au-delà de 60 ans, c'est obliger quelqu'un qui a aujourd'hui 56 ans à travailler 1 an de plus, quelqu'un qui a 52 ans à travailler 2 ans de plus.

On a fait des primes à la casse pour mettre plus rapidement hors d'usage des véhicules.

On veut, aujourd'hui, user plus longtemps les salariés pour ne pas avoir à payer leurs retraites.

On veut obliger les plus anciens à rester au travail dans le même temps où l'on veut aussi diminuer les crèches et les maternelles. En quelque sorte, ce sont les bébés à la consigne et les anciens à l'usine!

On refuse d'augmenter les salaires mais on veut augmenter les cotisations sociales, ce qui réduit le pouvoir d'achat, l'activité économique et l'emploi.

On est à des années lumières du travailler plus pour gagner plus.

On rentre dans le travailler plus pour gagner moins et pour vivre moins longtemps.

Exiger, par ailleurs, pour la pénibilité, une individualisation des dossiers, c'est dégager la responsabilité de l'employeur et faire reposer celle-ci sur le médecin. Cela aussi, c'est

inacceptable.

De même, appeler à une politique plus sécuritaire et remettre en cause le service actif pour les policiers ou les agents de la pénitentiaire, tout en refusant de recruter, c'est mettre encore plus leurs vies en danger.

Vouloir opposer le public et le privé, les jeunes et les anciens c'est peut être une conception marketing de la politique, ce n'est en rien conforme au pacte social et républicain. Solidaires, privé et public le sont aujourd'hui et le seront demain.

Solidaires, les jeunes le sont et le seront avec les anciens.

Alors que la crise est loin d'être terminée, il appartient aux travailleurs d'exiger de se faire respecter.

Aujourd'hui, Force Ouvrière et d'autres organisations comme le SNETAA et la FGAF, comme d'autres militants d'autres organisations, nous prenons nos responsabilités.

Faire reculer le gouvernement et le parlement nécessite action commune et détermination.

Par honnêteté vis-à-vis des travailleurs, cela doit se faire dans la clarté des revendications et des moyens d'action.

C'est depuis plusieurs mois la ligne de conduite de Force Ouvrière et cela le restera. Voila, par exemple, ce que nous écrivions il y a un an, en mai 2009:

«Il n'y aurait rien de pire que de continuer à raisonner et à agir avec les règles du passé, celles qui ont mené l'économie dans le mur. Celles et ceux qui, hier, fustigeaient le poids des dépenses publiques et sociales comme rigidité et frein à la compétitivité se félicitent aujourd'hui de leur rôle d'amortisseur social. Il ne faudrait pas que, demain, ils expliquent que ces dépenses freinent la reprise et qu'ils engagent illico un programme drastique de réduction conduisant, par exemple, à réduire la couverture d'assurance maladie et à repousser l'âge de la retraite».

Et bien nous y sommes!

Alors, aujourd'hui je lance un appel. Déterminés, nous le sommes, déterminés nous le resterons pour refuser une contre réforme, rejeter tout report au-delà de 60 ans, rejeter tout allongement de la durée de cotisation, rejeter toute remise en cause du code des pensions et exiger une répartition plus égalitaire des richesses produites.

Défendre les retraites aujourd'hui, c'est défendre aussi demain l'assurance maladie.

La détermination s'accompagne du pragmatisme. Nous ne sommes pas amnésiques et nous nous souvenons de 2003 et de 2009 où le flou sur les revendications et sur les modalités d'action n'a pas permis une victoire.

Alors oui, l'action commune est un levier d'espoir pour les travailleurs.

Après l'annonce du plan gouvernemental, cette action commune ne pourra se concevoir

qu’avec ceux qui revendiquent clairement un retrait du plan gouvernemental.

Ce que nos camarades espagnols sont en train de construire, ainsi que d’autres, c'est-à-dire une journée de grève en appel commun, pourquoi nous ne pourrions pas le faire en France?

La défense des retraites mérite cette grève. C’est une question d’efficacité, de détermination, de respect.

Mes chers camarades, pour défendre les retraites, «grève, we can!».

Alors mes chers camarades, débattez-en dans vos entreprises et administrations, pour construire un vrai rapport de forces.

Vive la solidarité;

Vive la retraite par répartition;

Vive la liberté;

Vive l’indépendance;

Et vive la république sociale!